

Ciriec
international

CIRIEC
Italia

24ème Congrès international du CIRIEC

Napoli Italia 30 settembre - 2 ottobre 2002

ECONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE ET MONDIALISATION DES SOLIDARITÉS

Gérald Larose

Professeur, Université du Québec à Montréal (UQAM)
Président, Groupe d'Economie solidaire du Québec (GESQ)

(Canada)

Atelier 1 – Services d'intérêt économique général

Le **CIRIEC-INTERNATIONAL** tien aujourd'hui son 24^{ième} congrès. En 2002, ce type d'événement prend beaucoup d'importance. Nous sommes dans un contexte de plus en plus unipolaire dans lequel se déploie une économie de plus en plus hégémonisée. La gouvernance est de moins en moins publique, de moins en moins politique et de moins en moins démocratique. Nous baignons dans une culture de plus en plus «mac donaldisée». Il devient de plus en plus important que des responsables de services économiques publics et de services économiques sociaux et que des dirigeants d'entreprises collectives se réunissent pour réfléchir, débattre et convenir d'orientations relatives aux politiques de bien-être et d'intérêt général. Ces rencontres doivent se multiplier.

Le **Groupe d'Économie Sociale du Québec (GESQ)** est un réseau québécois regroupant le Conseil de la Coopération du Québec et le Chantier de l'économie sociale du Québec, les deux organisations fédératives des entreprises et des réseaux d'entreprises d'économie sociale et solidaire. Il regroupe également les mouvements syndicaux, y compris celui des agriculteurs, l'ensemble des ONG internationales et les équipes de recherche en économie sociale et solidaire. La délégation québécoise présente à ce 24ième congrès provient de ces mêmes secteurs. Je les salue.

Le GESQ a été responsable de l'organisation et de la tenue de la Deuxième Rencontre Internationale sur la Globalisation des Solidarités. Elle s'est tenue à Québec, à cette période précise de l'année 2001. 411 personnes provenant de 37 pays, dont 25 pays du Sud ont participé à cette rencontre. Après un colloque à Ostende en Belgique, une première rencontre internationale avait eu lieu à Lima, au Pérou en 1997. Une troisième aura lieu à Dakar, en 2005.

Le GESQ a pour mission d'aider, d'accompagner et de soutenir les réseaux d'entreprises d'économie sociale et solidaire dans leur volonté de développer leur mandat de relation, de solidarité, de coopération et de partenariat international. Il a pour mandat spécifique d'assurer le suivi de la rencontre de Québec et de préparer celle de Dakar.

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE AU QUÉBEC

Au Québec comme ailleurs, il y a de moins en moins de secteurs qui sont étrangers à l'économie sociale et solidaire. Nous ne construisons pas d'avion ni de chars d'assaut mais nous assemblons des ordinateurs neufs et en recyclons des vieux. Nous faisons des meubles, des jouets, des maisons, des logements sociaux avec support communautaire. Nous gérons des fonds à capital de risque. Nous faisons de la consultation en informatique. Le secteur agricole est totalement géré en mode d'économie sociale. Une bonne partie du secteur forestier aussi. Rares sont les secteurs

dans lesquels on ne retrouve pas une entreprise d'économie sociale et solidaire. Et l'expansion continue.

LES 6 DERNIÈRES ANNÉES ONT ÉTÉ STRUCTURANTES

1. En 1996, dans le cadre d'un sommet convoqué par le gouvernement sur le devenir économique et social du Québec, l'État et ses partenaires des secteurs privé et public se sont commis dans une reconnaissance explicite de l'économie sociale et solidaire comme élément constitutif du modèle québécois.
2. Quelques années plus tard, le secteur de l'associatif se voyait doter de la même reconnaissance. Ce champ d'intervention est lui-même un vivier d'initiatives donnant lieu au développement d'entreprises d'économie sociale et solidaire.
3. Depuis la fin des années 70, l'économie sociale et solidaire s'est ouverte à plusieurs nouveaux secteurs dont le développement économique et des collectivités. Au sortir du Sommet de 1996, des secteurs liés aux politiques sociales ont connu des croissances majeures: les centres de la petite enfance, les entreprises d'aide domestique, le logement social, les ressourceries, les fonds de travailleurs et les fonds de développement, etc.
4. Le réseautage des entreprises a beaucoup progressé et a démultiplié les capacités de débat public, de pression sociale, de démarchage politique et d'échange de connaissances et d'expertises.
5. L'arrimage avec les mouvements sociaux (syndicats, mouvement des femmes, mouvement écologiste, mouvement de jeunes) s'est consolidé.
6. Un dispositif partenarial université-milieu de l'économie sociale et solidaire a été mis en place et réunit déjà près de 100 chercheurs. Benoît Lévesque qui en est l'âme dirigeante est parmi nous.
7. Enfin, au cours de ces années, la dimension internationale a été prise en compte. Les entreprises et les réseaux d'entreprises, comme les mouvements sociaux, les chercheurs et les représentants des pouvoirs publics oeuvrant en économie sociale ont multiplié les interfaces avec des collègues de plusieurs pays.

Ces échanges nous ont fait progresser sur plusieurs fronts. Je voudrais vous en rendre compte.

LA DÉFINITION

Pour nommer l'économie que nous faisons, le vocabulaire est riche: économie sociale, économie solidaire, économie populaire, économie communautaire, tiers secteur, économie de la société civile, etc. Parfois, le découpage de la réalité est différent d'un pays à l'autre. Le GESQ, à l'instar de ses composantes, fait sienne une définition inclusive de cette **autre façon d'entreprendre, collective plutôt que privée, sociale**

plutôt que publique, solidaire plutôt que hiérarchique, démocratique plutôt qu'autoritaire, viable plutôt que lucrative, à finalité sociale plutôt que capitaliste.

Cette autre façon d'entreprendre existe depuis longtemps. Ses entreprises et leurs organisations se sont institutionnalisées, professionnalisées. Elles appartiennent aux premières générations de l'économie sociale et solidaire et en font toujours partie. Cela ne va pas sans tension ni débat avec les nouvelles générations, émergentes, innovantes, dans des créneaux inédits, avec les valeurs renouvelées d'empowerment, de citoyenneté, d'inclusion et d'équité.

LES RAPPORTS À L'ÉTAT

Les rapports à l'État ne sont pas toujours simples. Souvent, l'État est tenté par l'instrumentalisation alors que les entreprises exigent le partenariat. Il soutient volontiers les projets -pilotes et les expérimentations. Mais les entreprises plaident plutôt l'innovation et réclament une reconnaissance pleine et durable. La concertation avec les entreprises publiques n'est pas acquise car le modèle fordiste a soudé le couple privé-public et banalisé l'apport du social et solidaire.

Cette autre façon d'entreprendre emprunte des statuts qui peuvent varier d'un pays à l'autre et parfois ne pas en avoir. C'est souvent le cas de l'économie informelle, populaire ou communautaire en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine, par ailleurs, terreau de l'économie sociale et solidaire ultérieurement plus institutionnalisée.

LES MONDIALISATIONS

Ces échanges internationaux nous ont fait progresser dans la compréhension de la mondialisation. N'est pas mondialiste qui le prétend. Le CIRIEC l'est. Le GESQ aussi. Il existe un nombre impressionnant de groupes et de personnes qui oeuvrent à l'intégration, à l'inclusion et à la participation de plain-pied des sociétés à l'économie planétaire, à la gouvernante mondiale et à la diversité culturelle. Pour eux comme pour nous, la mondialisation est un défi, un pari, une formidable entreprise de solidarité. Elle donne sens à l'engagement. Cependant tel n'est pas le projet de tous ceux qui se disent mondialistes? Au contraire, la majorité de ceux-là portent un projet à cent lieux du nôtre, le contredisant, le combattant.

LA MONDIALISATION NÉO-LIBÉRALE

Que quoi parlent-ils? De mondialisation ou de **financiarisation** de l'économie? Pour eux, ce ne sont plus des impératifs liés au développement des entreprises, des secteurs

ou des collectivités qui impriment les grandes décisions économiques mais bien plutôt, les impératifs liés aux rendements attendus des divers actionnaires. Les conséquences de leurs orientations sont bien connues. Si pour accroître le rendement l'on doit tuer l'entreprise, le secteur ou la collectivité et même tricher (ce que nous savions déjà et qui vient d'être crûment mis en évidence ces derniers mois), on le fera. Ils l'ont fait. Et il n'y aura jamais de réglementation véritablement contraignante qui sera acceptable à leurs yeux.

De quoi parlent-ils? De mondialisation ou de **globalisation**? Ils conçoivent l'économie planétaire comme l'économie de leurs propres entreprises. Elle doit permettre l'exploitation des ressources naturelles et humaines planétaires suivant la maximalisation des opportunités locales de rendement. Cette approche est taillée sur mesure pour les méga. On connaît les conséquences. Ils sont de moins en moins nombreux et de plus en plus concentrés.

De quoi parlent-ils? De mondialisation ou de **privatisation de la gouvernance**. Il faut se rendre compte que la gouvernance publique mime de plus en plus la gouvernance privée. On y parle d'ailleurs davantage de clubs que d'instances démocratiques. Ils multiplient les parties de pêche et de golf. Ils fréquentent des stations de ski (Davos). Ils se chacent même dans les bois canadiens ou sur des îles de la Mer Rouge pour tenir leurs délibérations. La première conséquence de cette privatisation de la gouvernance est le glissement progressif des souverainetés nationales politiques vers des instances supra nationales bureaucratiques.

De quoi parlent-ils? De mondialisation ou de la **vassalisation** de grandes organisations économiques internationales à des intérêts privés transnationaux? Épargnons-nous de rappeler le rôle joué notamment par le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce dans les cruels «ajustements» économiques d'un certain nombre de pays qui invariablement ont fait payer à leurs populations des politiques qui n'ont eu de durable que leur inefficacité.

De quoi parlent-ils? De mondialisation ou de **libéralisme**, dernière idéologie survivante, portée notamment, et ô combien! rudement, par un pays, devenu seul capable de policer toute la planète et de tenir tête à tous, y compris à ses propres partenaires? Le Canada et le Québec en savent quelque chose, aux prises qu'ils sont avec l'interdit de leur bois d'oeuvre, l'accroissement des subventions aux agriculteurs américains, la marchandisation intégrale des produits culturels, etc.

Ils nous parlent de mondialisation mais ils pratiquent le néo-libéralisme. Et le néo-libéralisme est dévastateur pour l'économie, l'écologie, la santé, les identités et la paix.

MONDIALISATION PAR LE BAS

S'ils étaient seuls et occupaient tout le champ, le pessimisme et le défaitisme nous gagneraient. Heureusement, nos échanges internationaux nous ont fait découvrir qu'il existe un nombre impressionnant d'initiatives et d'entreprises qui non seulement parlent de mondialisation mais l'articule par le bas. Une autre mondialisation plus sociale, plus solidaire, se construit.

Que se passe-t-il exactement? Ceci. Les vieux modèles de développement sont en crise: crise du socialisme à l'Est, crise du providentialisme à l'Ouest, crise des approches étatiques partout et aspirations des collectivités à de nouvelles gouvernances. S'ajoute à ces crises celle des dispositifs traditionnels de socialisation que sont la famille, l'école, le voisinage, le syndicalisme et l'action politique ouvrière. Par contre, surgit un foisonnement associatif souvent lié à la réponse à des urgences, refusant l'assistanat, interagissant avec l'État, mixant le marchand et le non-marchand dans des domaines aussi divers que l'emploi, les services sociaux et de santé, l'éducation, les loisirs, l'habitat, l'environnement, le développement économique, les échanges commerciaux et nombre d'autres. Ce foisonnement surgit dans un contexte de mondialisation néo-libérale. L'impression nette que nous en retirons est que plus les centres de décisions s'internationalisent et se technocratisent, plus les populations s'activent pour se redonner du pouvoir et piloter leur propre développement. Nous fondons cette impression sur le constat de six remontées.

REMONTÉE DU LOCAL

Un local nouveau remonte, transversal, avec plusieurs types d'acteurs, dans plusieurs domaines d'activité et sous de nouveaux dispositifs entrepreneuriaux. Nos contacts, nos échanges et nos études nous amènent à constater qu'au Nord comme au Sud, des forces sont à l'oeuvre pour tantôt protéger, tantôt reconstruire, tantôt créer ce que des chercheurs de chez nous appellent *le premier développement*. Ce développement s'appuie sur les réseaux d'échanges sociaux existants, réseaute les activités éparses, favorise une certaine accumulation et crée ainsi les bases du deuxième développement, connecté celui-là sur les réseaux nationaux et éventuellement internationaux. L'analyse de ces phénomènes nous a permis d'identifier que ce développement du rez-de-chaussée est habituellement le fruit d'une combinaison d'interactions entre les associations de base, les pouvoirs locaux et des ressources techniques en provenance du niveau national ou international. Ces relations se font sur la base de rapports égalitaires et de solidarité. Elles remettent en question les traditionnelles approches «d'aide» ou «d'assistanat».

REMONTÉE DE L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF

Au Nord comme au Sud, les 20 dernières années auront connu une croissance importante du nombre d'initiatives et d'entreprises conduites en mode collectif tant dans la formation et l'intégration à l'emploi (entreprises d'insertion), les services de proximité (centres de la petite enfance, resto- pop, aide à domicile, logement social, loisirs, culture, etc.) que dans la revitalisation des territoires (les entreprises communautaires au Royaume Uni, les sociétés d'emploi et de qualification en Allemagne, les entreprises de formation par le travail en Belgique, les régies de quartier en France, les coopératives sociales en Italie, les corporations de développement économique et communautaire et les fonds de travailleurs au Québec). Le retrait de l'État et la volatilité des décisions du secteur privé ont renforcé l'intérêt des communautés à développer des modes collectifs de propriété, de gestion et d'animation qui aient pour effet d'attacher au territoire ou aux collectivités les patrimoines d'activités et de les mettre à l'abri de la spéculation.

REMONTÉE DU POLITIQUE ET ASPIRATION À UNE BONNE GOUVERNANCE

Au Nord comme au Sud se vit un certain désenchantement par rapport aux institutions formelles de la démocratie. Les taux de participation aux scrutins généraux diminuent. La qualité des candidatures est interrogée. Les distorsions dans la représentation sont dénoncées. Des forces poussent pour une plus grande décentralisation des pouvoirs et pour des formes démocratiques plus représentatives, plus directes, plus accessibles, plus diversifiées et davantage proches des réalités quotidiennes. Des États, comme le Québec, ont systématisé la présence active de représentants de la société civile dans la direction de leurs sociétés et dans leurs instances d'élaboration de politiques. D'autres ont créé des organismes intermédiaires locaux et régionaux de planification économique (Commission Régionale de Développement et Centre Local de Développement au Québec). D'autres encore tiennent des sommets d'orientation auxquels participent les partenaires traditionnels du marché du travail (patronat et syndicats), mais aussi les mouvements sociaux (femmes, jeunes, environnementalistes, exclus du marché du travail). A une implication peu développée en régime providentialiste bureaucratise succède une sollicitation politique exigeante de la société civile. S'expérimentent alors les conditions d'une meilleure gouvernance.

REMONTÉE DE L'IDENTITAIRE

La marchandisation libérale de la culture et son homogénéisation nordiste questionne rudement l'identité et la cohésion des communautés. Une poussée inégalée

d'affirmation collective des originalités a cours. Cette remontée est fortement servie par les nouvelles technologies d'information et de communication.

REMONTÉE DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA PLURALITÉ

Les garants métasociaux que sont notamment la famille, les Églises, les grands ensembles sociaux (syndicats, partis) ayant moins de prégnance, l'individu-sujet est en remontée. Les centres d'intérêt se sont multipliés (de la création des centres de la petite enfance à la défense de la chasse à cours en passant par la reconversion industrielle, etc.). De plus, l'ouverture des frontières, le brassage des populations et la cohabitation des différences redéfinissent les conditions d'exercice de la citoyenneté devenue le plateau sur lequel se projettent la pluralité, la diversité et l'égalité. Une nombre important de groupes a pour projet de développer des rapports égalitaires avec les gens du Sud (commerce équitable), les considérant comme sujets, acteurs et citoyens. C'est la dimension *empowerment* traduite dans les échanges internationaux.

REMONTÉE DES DROITS

Depuis près d'un siècle s'élabore un corpus de droits. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) est sans doute l'organisme qui s'y affaire le plus et depuis longtemps. Elle le fait de manière tripartite (gouvernement, patronat, syndicat). Se sont ajoutés des grands textes internationaux telle la déclaration des Nations Unies sur les droits humains. L'Union Européenne demeure exemplaire. Elle a intégré dans ses textes constitutifs des clauses sociales fondamentales (ce qui n'est pas le cas dans les autres grands accords économiques telle l'ALENA). Tout dernièrement fut crée le Tribunal Pénal International. La société de droit a beaucoup progressé. Le parcours ne fut pas linéaire. Elle est encore l'objet de dénégation dans plusieurs pays, y compris dans les nôtres, particulièrement depuis le 11 septembre. En dépit de cela, il nous est permis de constater que la reconnaissance des droits fait de plus en plus partie de la culture internationale.

RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE

Cela ne va pas sans poser la question de la réglementation ou plutôt de l'absence de réglementation économique au niveau international. Les grands organismes économiques supra nationaux ont massivement intégré la vision néo-libérale de l'économie et sa proposition de voir les règles du marché s'appliquer au niveau international comme elles devraient, à leur dire, s'appliquer au niveau national. C'est à dire avec le minimum de contrainte. Comment intégrer dans la réglementation économique internationale les dimensions sociales, démocratiques et culturelles des

grands textes internationaux. Les débats entourant les accords de Kyoto sont éloquentes à cet égard. La mobilisation entourant la tenue du Forum Social Mondial l'est davantage.

LIMA-QUÉBEC-DAKAR

Dans la mondialisation, le courant néo-libéral dominant est très fort. Le remonter pose un défi. Cependant, ce qui se construit à ras le sol est à ce point encourageant que nous croyons qu'il est possible de changer le cours des choses. **Des déplacements importants de dynamiques s'opèrent. Il y a changement de paradigme. Les poussées de développement sont davantage endogènes qu'exogènes. Elles n'agissent pas seulement sur la mutation des conditions matérielles mais aussi sur les modes d'organisation (empowerment) et de gouvernance (démocratie) et sur les représentations culturelles et identitaires. Il y a remontée du sujet, de l'acteur et du citoyen individuel et collectif. Il y a réintégration du social dans l'économique.** Cette mouvance a appris à se nommer. Initiée à Ostende, broyée à Lima, structurée à Québec elle devrait s'affirmer avec éclat à Dakar en 2005.

Ces rencontres sont conçues comme des montées, des moments forts qui viennent confirmer un réseautage toujours plus serré au plan sectoriel comme au plan régional ou continental. D'autres rencontres internationales sont mises à contribution dans l'atteinte de cet objectif; Porto Alegre pour n'en citer qu'une. Sans être un lieu de définition ou d'orientation de l'économie sociale et solidaire, Porto Alegre est un formidable lieu d'amplification et de diffusion de la mouvance de la société civile. Nous travaillons à ce qu'une des dimensions importantes de son projet, l'économie sociale et solidaire, y figure en bonne place.

NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Au centre de ces débats se pose toujours la question de la portée transformatrice ou révolutionnaire de l'économie sociale et solidaire. Est-elle en soi une alternative ou une contribution à un nouveau modèle de développement? Le GESQ a fait ce débat. Il l'a partagé avec d'autres organisations dans le monde. Tous ne sont pas d'accord. Pour le GESQ, l'économie sociale et solidaire peut ponctuellement et dans des secteurs donnés constituer une alternative et se substituer au mode privé ou public de production et de consommation. Mais globalement l'économie sociale et solidaire est plutôt une contribution à un nouveau modèle de développement. Elle est, à côté de la façon privée et publique d'entreprendre, cette autre façon sociale et solidaire de produire et de consommer. L'économie sociale et solidaire est constitutive d'une économie plurielle. Avec l'économie publique elle est gardienne et promotrice de l'intérêt général. Et même, nous affirmons qu'une économie sociale forte et reconnue permet

une dépoliarisation de l'État par rapport au secteur privé, créant un meilleur espace pour que l'État assume sa responsabilité ultime de défense et de promotion de l'intérêt général.

Cette reconnaissance de l'économie sociale et solidaire est à obtenir dans chacun de nos pays. Elle est aussi à promouvoir au plan international.

DES ENGAGEMENTS

Est-il pensable qu'une certaine concertation puisse exister entre les différentes organisations internationales de l'économie sociale et solidaire pour que régulièrement, notamment à la faveur de la tenue des grandes rencontres internationales (**G8, OMC, FMI, BM, OCDE, UE, ALE**) soit réaffirmée la réalité de l'économie plurielle: privée, publique et aussi sociale et solidaire?

Est-il pensable que la même concertation puisse nous amener à tenir ensemble des assises qui pourraient contribuer à une plus large reconnaissance de l'économie sociale et solidaire dans le monde? **Dakar-2005** devrait être une étape qui nous y conduits.

Entre temps, pouvons-nous nous insérer plus nombreux dans des **forums internationaux de la société civile** pour faire entendre la voix de l'économie sociale et solidaire et faire connaître sa réalité? Porto Alegre est un de ces forums. D'autres existent.

Pouvons-nous aussi plus systématiquement soutenir le développement **d'échanges de connaissances, d'expertises, de biens et de services** des entreprises d'économie sociale et solidaire, sur une base partenariale et équitable, entre le Nord et le Sud?

Surtout, sommes-nous en mesure de consacrer plus de temps et d'énergie à bâtir des **passerelles** entre les différentes composantes de l'économie sociale et solidaire, entre les différentes générations de ses entreprises et de ses organisations et entre les entreprises et les organisations de l'économie sociale et solidaire et celles de l'économie publique pour que l'intérêt général de nos sociétés et de la planète soit mieux prise en compte? Il nous semble qu'au bout du compte c'est peut-être là l'essentiel de notre tâche.

Le **CIRIEC International** occupe l'espace unique des **entreprises collectives** tant de l'économie publique que de l'économie sociale. Structurellement, il est au carrefour de ces engagements. En lui en donnant le mandat, le 24ième congrès peut faire du **CIRIEC un rouage important d'une mondialisation plus humaine et sociale, plus citoyenne et solidaire, plus démocratique et égalitaire, plus durable et conforme à l'intérêt général de nos pays et de la planète.**